

Résonances

Pôle ressources ville et développement social

Centre de Ressources
Politique de la Ville ouest
francilien



39 rue des Bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
contact@lepoleressources.fr

L'actu du Pôle ressources

< Démarche, octobre 2024 à septembre 2025 >

UNE NOUVELLE ÉDITION DE LA DÉMARCHÉ DE RECUEIL DE LA PAROLE DES HABITANT·ES DES QUARTIERS POPULAIRES A DÉBUTÉ

Depuis 2011, une démarche de recueil de la parole d'habitant·es de quartiers populaires, conduite dans toute la France, est coportée par la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et le réseau national des centres de ressources politique de la ville. Celle-ci conduit à la production d'un rapport édité tous les deux ans, rédigé à partir de rencontres et d'échanges organisés dans les territoires avec les habitant·es, qui racontent la vie dans leur quartier. Après un 6^{ème} rapport biennal, "ENGAGE.ES. On ne veut plus rêver. On veut vraiment des solutions", paru en septembre 2023, qui a mobilisé 230 habitant·es dans toute la France, la démarche pour la production d'un 7^{ème} rapport a débuté. Dans le Val d'Oise, la ville de Villiers-le-Bel s'est portée candidate. L'originalité de cette candidature réside dans le fait que, pour la première fois, 3 centres sociaux d'un même territoire - Boris Vian, Salvador Allende et Camille Claudel - participent. De premières rencontres avec les habitant·es, appuyées par la fédération des centres sociaux du Val d'Oise et le Pôle ressources, se sont déroulées en novembre. Les secondes se tiendront entre janvier et février 2025.



Contact : l'équipe du Pôle ressources, contact@lepoleressources.fr

< Journée régionale, 9 décembre, 9h30-17h, Paris >

JOURNÉE RÉGIONALE DE FORMATION SUR LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LA LAÏCITÉ

Dans le cadre du déploiement du plan de formation aux Valeurs de la République et à la laïcité (VRL), une nouvelle journée régionale de formation est proposée par la Préfecture de région et les centres de ressources politique de la ville franciliens. Elle vise à mieux appréhender les représentations du principe de laïcité, son histoire, sa dimension juridique... et de permettre, via des ateliers d'analyses de situations professionnelles, la construction d'argumentaires autour de situations, en vue de promouvoir et d'expliquer de manière pédagogique la laïcité.

www.lepoleressources.fr/actions/journee-regionale-de-formation-sur-les-valeurs-de-la-republique-et-la-laicite/

< Séminaire départemental, 6 décembre, 10h-16h, Sarcelles >

DEUXIÈME SÉMINAIRE DÉPARTEMENTAL DE LA MÉDIATION SOCIALE DU VAL D'OISE

Initiée par la Préfecture de région Île-de-France, en partenariat avec les centres de ressources politique de la ville franciliens, la professionnalisation des médiateur·rices sociaux en contrat adulte-relais, via des webinaires régionaux et des ateliers départementaux, se poursuit. Dans ce cadre, le Pôle ressources propose un deuxième temps départemental à destination des adultes relais du Val d'Oise. Au programme : la valorisation de l'activité de médiation sociale, en matinée, et une après-midi sur le thème de la jeunesse et du pouvoir d'agir, avec la présentation d'expériences et d'outils.

Contact : l'équipe du Pôle ressources, contact@lepoleressources.fr

< Appui-accompagnement, Journée départementale Yvelinoise, 6 décembre, 9h30-18h, Jouy-en-Josas >

SECONDE ÉDITION DE LA JOURNÉE DES COMMUNAUTÉS PROFESSIONNELLES TERRITORIALES DE SANTÉ (CPTS) YVELINOISES

Le Pôle ressources contribue à l'animation d'un atelier, lors de la seconde édition d'une journée des Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS) Yvelinoises, coorganisée par la CPTS Sud Yvelines et la CPTS Grand Versailles. Ces communautés visent à permettre aux professionnel·les de santé de se regrouper sur un même territoire, autour d'un projet de santé commun. La matinée, à destination des membres des gouvernances et adhérent·es des 13 CPTS Yvelinoises, sera l'occasion de favoriser l'échange entre CPTS à travers 3 ateliers thématiques. L'après-midi, plus largement ouverte aux professionnel·les de santé, institutionnels et structures partenaires du département (PTSM, CLSM, CLS...), sera l'occasion de présenter différents projets portés par les CPTS, ainsi que de suivre une table-ronde dédiée à des thématiques au cœur de leurs préoccupations, comme la santé mentale.

Contact : Noémie Siefert, noemie.siefert@lepoleressources.fr

National / Régional

Réussite éducative

12ÈME ÉDITION DE LA RENCONTRE NATIONALE DES ACTEUR·RICES DE LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

L'ANARÉ - Association Nationale des Acteurs de la Réussite Éducative - anime, depuis sa création en 2008, le réseau des professionnel·les de l'action socioéducative et de la politique de la ville. Dans ce cadre, elle reconduit tous les 2 ans une rencontre nationale dédiée à la réussite éducative. La 12ème édition, à Valenciennes, propose d'échanger autour de l'action et du devenir des Programmes de Réussite Éducative (PRE), au regard des évolutions des politiques éducatives et de leurs articulations selon les territoires. Au programme : des conférences sur les impacts des violences intrafamiliales et des événements familiaux sur les enfants ; des tables rondes sur les défis et opportunités du portage intercommunal pour la réussite éducative ; ou encore des ateliers thématiques autour de sujets tels que la santé mentale dans les apprentissages ; les articulations entre PRE et Cités éducatives ou encore l'accompagnement de situations complexes (handicap, harcèlement, public vulnérable et inclusion sociale). Ces journées permettront un croisement de regards entre expert·es, professionnel·les, élu·es et institutions.

<https://association-nationale-des-acteurs-de-la-reussite-educative.assoconnect.com/collect/description/449609-x-inscription-mre-12>

Politique de la ville

DEUX AVIS DU CONSEIL NATIONAL DES VILLES (CNV) : SUR LA SANTÉ ET SUR L'ESPACE PUBLIC

Le Conseil National des Villes publie deux avis, l'un sur la santé, l'autre sur l'usage de l'espace public. Tous deux pointent des inégalités prégnantes dans les quartiers, comme, par exemple, les déserts médicaux ou le taux de renoncement aux soins important pour la santé ; une offre de transports insuffisante pour la mobilité. Le CNV émet également des recommandations. Sur la santé, il propose d'améliorer la formation des professionnel·les ;

de promouvoir l'approche en santé communautaire ou encore d'encourager les expérimentations. Sur la mobilité, il suggère de lutter contre le non-recours aux dispositifs d'aide à la mobilité, de développer les coopérations entre acteur·rices locaux ou encore de lever les barrières psychologiques à la mobilité.

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/avis-et-contributions-du-cnv-2023-2026-1192>

En bref

● Tiers-lieux et collectivités : faire ensemble, MOOC, France Tiers-lieu et le CNFPT, cours 25 novembre 2024 au 19 janvier 2025
www.fun-mooc.fr/fr/cours/tiers-lieux-et-collectivites-faire-ensemble/

● Quelle place pour les enfants dans les espaces publics et la nature ? Éducation, santé, environnement, Rapport, Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, octobre
www.hcfea.fr/spip.php?rubrique8

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Hauts-de-Seine

UN APPEL À PROJET DÉDIÉ À L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le département des Hauts-de-Seine reconduit son appel à projet Progr'ESS, qui encourage l'économie sociale et solidaire en soutenant des initiatives locales à fort impact social et environnemental. L'édition 2025 porte sur l'inclusion et la solidarité ; et sur le bien-être.

Appel à projet ouvert jusqu'au 31 décembre 2024
www.rtes.fr/le-departement-des-hauts-de-seine-lance-son-appel-a-projet-progr-ess-2025?utm

Val d'Oise

UN COLLOQUE "ADOS, SEXUALITÉ ET NUMÉRIQUE : ON EN PARLE !"

Le conseil départemental organise, le 27 novembre prochain - dans le cadre de son programme d'actions portant sur la prostitution des mineur·es -, une rencontre dédiée à la sexualité des adolescent·es à l'heure du numérique. Au programme : une conférence visant à discuter des enjeux de cette thématique, et des tables-rondes portant sur le lien entre les pratiques numériques et la construction des jeunes, ainsi que sur les pratiques à risques des jeunes et sur les solutions à leur prévention.

www.valdoise.fr/504-invitation-colloque-sexualite-des-adolescents-a-l-ere-du-numerique-mercredi-27-novembre.htm

Val d'Oise

LA RÉCOLTE DU VAL D'OISE MOBILISE LES HABITANT·ES POUR MIEUX CONNAÎTRE LEURS HABITUDES ALIMENTAIRES

La Sauvegarde du Val d'Oise, avec l'appui du Pôle ressources, porte une démarche baptisée "Papote Popote". Organisée dans les quartiers populaires où intervient l'association, elle s'inscrit dans le cadre du chantier d'insertion "La Récolte du Val d'Oise". Elle vise, via des temps de recueil de paroles, en s'appuyant sur des cartes sensibles, à mener une réflexion collective pour mieux connaître les habitudes alimentaires et les lieux d'approvisionnement des habitant·es, notamment. 2 rencontres se sont déjà déroulées à Vauréal et Cergy.

Contact : Roxane Remvikos rremvikos@sauvegarde95.fr

Ouest francilien

MOUVEMENTS

Alexandre Brugère est nommé Préfet des Hauts-de-Seine ● Marc Tschiggfey est nommé Préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet des Yvelines ● Sabri Haddad est chef de projet Cité éducative, ville de Goussainville ● Kevin Vigilant est délégué du Préfet, territoires de la CARPF, Préfecture du Val d'Oise ● Carmen Murano est cheffe de projet au développement de la vie associative, direction académique du Val d'Oise.

Fiche expérience

Les Mureaux

FAIRE DU BESOIN D'ACCOMPAGNEMENT UN LEVIER D'APPRENTISSAGE DU NUMÉRIQUE

Implanté depuis 2011 aux Mureaux, le PIMMS Médiation Yvelines (PMY) œuvre à faire de l'accès aux droits et aux services publics un levier pour l'inclusion numérique et professionnelle, par des actions de médiation et d'apprentissage.

Une structure facilitatrice du lien entre institutions, entreprises et usager-es

Présent sur tout le territoire yvelinois au travers de 5 points d'accueil et de multiples permanences, le PMY est membre du Réseau National PIMMS Médiation. Créé en 1998 à partir d'une première expérience à Lyon, le réseau développe, avec ses entreprises membres, des espaces de mutualisation d'accès aux services publics et aux démarches du quotidien. A l'époque, l'État, les collectivités et des entreprises de services publics, comme EDF ou la SNCF, s'allient afin d'améliorer leur lien avec les habitant-es des quartiers populaires. Il s'agissait aussi, dans un contexte de dématérialisation croissante, d'adapter les services des entreprises et d'accompagner les populations fragiles en proposant des services de médiation énergie, de médiation numérique et de conseil. *Nous sommes un acteur de la médiation sociale, missionné pour promouvoir l'accès au droit juste*, précise Ali Rih, directeur du PIMMS Médiation Yvelines. Au-delà, l'association porte également l'ambition de renforcer le pouvoir d'agir et l'autonomie des bénéficiaires grâce à des actions à visée d'apprentissage du numérique. *On se base sur les principes de la formation pour adultes et les valeurs de l'éducation populaire afin de faire du besoin des usager-es un levier pour leur apprentissage du numérique*, ajoute-t-il. La première étape, celle de l'expression et de la compréhension des besoins, est facilitée par la proximité et la formation continue des médiateur-rices sociaux. Leur posture de facilitation, en tant qu'agent-es indépendante-s de l'État et des entreprises, doit permettre de construire avec le public un parcours d'accompagnement et d'apprentissage du numérique. *Pour l'apprentissage du numérique, c'est important de matérialiser le bénéfice que la personne va en retirer et de partir de son besoin*, explique Ali Rih.

Créer des parcours d'accompagnement à partir des besoins

C'est face à cette nécessité d'agir au plus proche des besoins que le PIMMS a

diversifié ses actions. Le premier niveau d'intervention se situe dans la capacité à apporter une réponse immédiate aux sollicitations, ou de réorienter vers l'acteur-ric-e le-la plus adapté-e grâce à la finesse du réseau que le PIMMS a tissé sur le territoire. Cette première réponse est apportée au sein des 5 antennes du PMY aux Mureaux, à Vernouillet, Poissy, Plaisir et Saint-Cyr-l'École. Ces points d'accueil sont complétés par des permanences de proximité avec le dispositif PAND@ (Point d'accompagnement numérique aux démarches administratives), destinées à renforcer l'aller-vers au sein de centres sociaux ou d'ensembles d'immobilier social, pour toucher d'autres publics et s'adapter à leurs contraintes. Au-delà des questions d'éloignement physique, ces modules touchent aussi des personnes qui ne viendraient pas dans le PIMMS et ses antennes du fait des évolutions de la population, de l'engorgement des files d'attente ou de contraintes diverses. Les permanences PAND@ proposent aussi une médiation poussée entre institutions et usager-es, en phase avec le contexte d'intervention. *L'implantation dans les résidences sociales par exemple permet de travailler le lien bailleur-locataires à travers la prise en main de l'espace locataire. Ça n'est pas simple : sur ces outils, dont l'utilisation n'est pas quotidienne, il faut se poser la question du canal par lequel on mobilise, et ça passe souvent par le côté financier*, poursuit Ali Rih. Les accompagnements reposent donc d'abord sur les questions de consommation d'énergie et d'entretien du logement afin de donner à voir l'utilité de cet outil. *On s'est aussi rendu compte que les salarié-es des usines automobiles du territoire prenaient souvent un jour de congé pour venir nous voir, on a voulu adapter notre offre en proposant un accompagnement sur le lieu de travail*, détaille le directeur. Le PIMMS s'est rapproché des directions RH et RSE des groupes Stellantis de Poissy et Renault de Flins pour effectuer des permanences dans les usines, à des horaires adaptés. Plus qu'un accompagnement aux droits

et à la maîtrise du numérique, le projet consiste aussi à maintenir l'employabilité des salarié-es en les formant à la digitalisation des modes de production.

Accompagner et autonomiser, un enjeu de qualité de service et de coordination

L'objectif de ces accompagnements reste d'autonomiser les usager-es, c'est le rôle de la Petite École du Numérique. Il s'agit d'un parcours permettant un apprentissage plus complet des techniques du numérique, qui peut se faire soit en groupe - sur sollicitation d'EHPAD ou d'un centre social par exemple -, ou en individuel, et toujours sur l'appareil des participant-es, en partant du besoin premier : faire valoir ses droits, communiquer, faire des achats, s'informer... *L'ADN du PIMMS c'est de faire avec, d'autonomiser. C'est un enjeu majeur actuellement, dans une situation de trop plein dûe aux contextes socioéconomiques, qui oblige parfois à faire pour, par manque de temps ou pour parer l'urgence*, constate le directeur. La structure, labellisée entre autres France Services et Point Conseil Budget, fait en effet face à un afflux constant de nouveaux-elles usager-es, qui implique de repenser les modalités d'action afin de préserver un service de qualité. Car, si les institutions soutiennent largement la structure et son action, il existe un problème de lisibilité des dispositifs d'accompagnement. Cela amène les interlocuteur-rices des habitant-es à orienter systématiquement vers le PIMMS. Il est de fait nécessaire de sortir d'une logique de dispositif pour construire des parcours plus clairs. Pour ce faire, le PIMMS a initié et coanime un COPIL "Accès aux Droits", aux Mureaux, et milite pour son déploiement dans d'autres territoires. Destinées à favoriser la coordination entre la multitude d'acteur-rices de l'accompagnement et à rendre plus fluide le parcours des usager-es, ces instances semblent de plus en plus indispensables pour faire face à la dispersion des acteur-rices, qui complique et rallonge d'autant plus les démarches.

Contact : Ali Rih, directeur, ali.rih@pimmsmediation.fr



< ÉMISSION RADIO >

LA BANLIEUE SANS MINISTRE ?

L'annonce d'une baisse de 14% du budget de la politique de la ville, ainsi que l'effacement de son intitulé au profit d'un ministère du logement et de la rénovation urbaine, provoquent de nombreuses inquiétudes de la part des élu·es et des acteur·rices de cette politique publique quant à l'avenir des quartiers prioritaires. France Culture revient, avec Pierre Gilbert, sociologue, et Thibault Tellier, historien, sur les implications et incomplétudes d'une approche centrée sur le renouvellement urbain - un tropisme démolisseur sous volonté de mixité sociale, qui ne résout pas les problèmes de fond des quartiers populaires. Ils pointent également les discours sécuritaires ambiants, l'idée que les habitant·es des quartiers menacent l'ordre et sont responsables de leur précarité, qui tend par ailleurs à justifier un traitement différencié, là où l'enjeu consiste à réduire des inégalités objectives. Enfin, les 2 intervenants invitent à une réinvention de la politique de la ville, "débureaucratisée", s'attaquant résolument à l'objectif de mixité sociale et (ré)investissant le volet social qui tend à disparaître (soutien aux associations locales amenuisé, quartiers délaissés...).

www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/douce-france/la-banlieue-sans-ministre-4773460

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

• « Santé mentale : attention à l'effet de mode et à la banalisation », Antoine Pelissolo, The Conversation, 24 octobre

<https://theconversation.com/sante-mentale-attention-a-leffet-de-mode-et-a-la-banalisation-241967>

• « "Nous, associations de terrain, manquons de moyens pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles" », Collectif, Le Monde, 27 octobre (Disponible au Pôle ressources)

• Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politiques de la ville : www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville



< À LIRE / À VOIR >



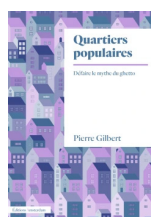
QUAND L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE FAIT TERRITOIRE

Patrick Gianfaldoni, Nadine Richez-Battesti, Laurent Fraisse (dir.), éd. Université d'Avignon, octobre 2024, 344 p

L'économie sociale et solidaire s'ancre dans le territoire. Ses acteurs bâtissent la cohésion sociale à l'échelle locale, encouragent la coopération, relocalisent les emplois et les activités, et jouent un rôle essentiel dans la transition écologique. Cette dynamique de proximité est un sujet qui interroge la recherche actuelle. Cet ouvrage collectif offre ainsi un regard pluriel sur les divers enjeux et formes de l'économie sociale et solidaire. Son approche pluridisciplinaire permet d'appréhender les différentes formes de coopération, les ressources aussi bien humaines que matérielles mobilisées et les trajectoires prises dans les territoires[...].

www.lcdpu.fr/books/24260DB5-4043-4CB8-93E6-5FA93479FB38

Extrait 4è de couv



QUARTIERS POPULAIRES. DÉFAIRE LE MYTHE DU GHETTO

Pierre Gilbert, éd. Amsterdam, octobre 2024, 272 p

Au sommet d'une colline s'élèvent d'imposants bâtiments rectilignes, bordés d'un côté par des champs et, de l'autre, par des pavillons. Le paysage des cités charrie tout un imaginaire. Elles sont, depuis plusieurs décennies, le support d'une profusion de fantasmes. Après avoir symbolisé le confort moderne et le progrès social de l'après-guerre, leur image s'est rapidement dégradée. On a d'abord dénoncé les cages à lapin et la sarcelite ; plus récemment, on a fustigé des ghettos, des territoires perdus gangrenés par le séparatisme.

Pour combattre ces fausses évidences, qui renforcent la stigmatisation des minorités racisées et des fractions précaires des classes populaires, Pierre Gilbert rétablit ici la réalité des faits. S'appuyant sur une synthèse inédite des travaux en sciences sociales, il met en évidence les formes de ségrégation subies par ces quartiers, expose leurs particularités sur le plan des styles de vie, des relations sociales, du rapport à l'État, de l'emploi, des normes de genre, des aspirations. Et produit ce constat spectaculaire : les cités sont des lieux banals, et leurs habitants très semblables au reste des classes populaires.

www.editionsamsterdam.fr/quartiers-populaires/

4è de couv